

hors service

journal anarchiste • 24 septembre 2010 • nr. 09 • version francophone



CONTRE LES CENTRES FERMÉS
CONTRE TOUTES LES PRISONS
CONTRE LES FRONTIÈRES
CONTRE L'ÉTAT

»
manifestation

1 octobre
19h • Gare du Midi • Bruxelles

Des murs, de plusieurs mètres de haut. Dedans, quelques bâtiments où la lumière, filtrée par les barreaux, ne transparaît qu'à peine. Quand l'État aura fini ses 9 nouvelles prisons, ses murs seront probablement remplacés par sa variante plus moderne : des grilles. Comme nous pouvons déjà les discerner autour des centres fermés (ou camps de déportation pour ceux qui préfèrent parler sans ambages). Les grilles sont plus transparentes et comme nous le savons bien; la société démocrate adore ça. Le résultat demeure le même pour ceux qui sont enfermés à l'intérieur. Et alors que les prisons ressemblent de plus en plus à des centres fermés, le même État construit un nouveau centre qui ressemble de plus en plus à une prison. Doté de cellules individuelles et d'un contrôle permanent qui doit couper court à une continuation des multiples révoltes des dernières années. Car, peu importe si des personnes sont enfermées pour des raisons 'administratives' ou 'criminelles', elles ont tendance à s'évader et à se rebeller contre leurs bourreaux. Le dimanche 12 septembre, une émeute a encore éclaté dans le centre fermé à Merksplas, au même moment, la révolte faisait aussi rage dans la prison d'à côté, seulement séparée par une rue et des grilles.

des voyageurs fâchés.

Du barbelé et des barrières. Les frontières européennes sont abolies selon les uns, l'Europe est une forteresse selon les autres. Ils ont tous les deux raison et tort au même temps. À l'intérieur de l'Europe, les gardes frontières classiques ont disparus. Ça gênait trop l'économie et ils étaient trop faciles à esquiver de toutes façons. Dès lors, les contrôles d'identité sont partout, depuis le centre du territoire jusqu'à sa périphérie, sur les transports en commun, le long des rues. La Forteresse n'en est pas une, car, même à l'intérieur, on n'est pas à l'abri de ses gardes. La Forteresse en est une quand nous comptons les morts à ses frontières. 90% des 'pateras' ne rejoignent jamais le continent. Refou-



DES FRONTIÈRES, DE TOUTES LES FORMES ET COULEURS

Des vitrages, des hauts étages vers le ciel gris. Certains passants aimeraient bien se trouver à l'intérieur; la certitude d'un revenu convenable, plus de tracas de loyer et de factures. Beaucoup de ceux qui sont à l'intérieur, aimeraient bien se balader dehors, loin du climatiseur, de la routine, du champ de bataille social entre ceux qui veulent être dans les bonnes grâces des collègues ou des patrons, au prix des autres. Mais la porte d'entrée avec badge observe tout. Comme les portillons vitrés MoBIB que la STIB installe dans les métros bruxellois. Depuis leur nouveau siège central dans la rue de la Loi, ils l'avaient compris depuis un moment. "Le temps de la libre circulation des personnes est passé" ont-ils dit plusieurs fois déjà. Nous l'avions déjà compris quand les contrôles de tickets se sont avérés être aussi des contrôles d'identité. Cependant, la STIB a dû remplacer plusieurs installations endommagées et ses gardes de prévention se font harceler par

lés, ils disparaissent dans les vagues. Ou ils sont jetés sur les rivages de la Libye où ils attendent d'autres chances tout en se faisant exploiter, et l'État libyen reçoit des milliers d'euros pour les garder là. Des camps de réfugiés devant ses portes fermées aux camps de réfugiés dans le cœur de l'Europe; dans les parcs bruxellois. Des assauts des enclaves espagnoles de Ceuta et Mellila au Maroc aux sabotages des entreprises qui s'enrichissent avec la machine à déporter dans plusieurs pays européens.

Des ficelles. Fins comme des toiles d'araignée que nous remarquons souvent au moment où nous sommes déjà tombés dans ses filets. La famille, la religion, l'ethnie... Dans les relations sociales, souvent il y en a un ou plusieurs qui veulent se sentir supérieurs, mieux ou plus purs. Humilier, exclure, commander. Tout ça fait partie du quotidien. Des bâtards autoritaires qui se prennent des coups de poing dans la face : heureusement,

EDITO

Ça fait à peine trois semaines. Le matin, les trams sont à nouveau pleins à craquer, et le soir idem. Les voitures foncent nerveusement, font des embouteillages et klaxonnent.

Les bancs scolaires se remplissent, tout le monde est à nouveau au travail. Cela ne fait que trois semaines, les vacances sont terminées et c'est déjà comme si elles n'avaient jamais existé. Devant nos yeux surgit déjà l'hiver à l'horizon.

Mais ce n'est pas seulement l'hiver qui gèle notre cœur année après année, c'est aussi la société froide. La société cruelle, une société où des gens sont enfermés, une société qui enferme. Une société qui exige qu'on l'écoute, mais qui ne nous raconte rien dont on pourrait se servir pour bâtir une vie libre et passionnée.

En même temps, ce ne sont pas uniquement les rayons de soleil qui réchauffent notre corps, mais aussi chaque nouvelle d'actes qui dépassent ce que cette société nous offre. Qui dépassent le bourbier de la survie. Des actes pleins de vigueur et de vitalité, braquant le train-train infini de l'oppression.

Des prisonniers qui se révoltent, un quartier qui se soulève contre la terreur policière, une banque qui subit une attaque incendiaire... Dans les pages qui suivent, encore plus de ces bonnes nouvelles, et pleins d'idées appelant à réfléchir. En espérant que tout cela incite à la sédition, et aussi en toi ...

ça aussi fait aussi partie du quotidien.

Des frontières. Tant de différentes formes et couleurs. Elles enferment, elles excluent. Elles divisent la surface terrestre dans des bouts de terre, avec chacun leur propre maître. Et grâce aux religions, nationalismes, traditions et valeurs morales de toutes sortes, certains sont prêts à se sacrifier eux-mêmes et d'autres pour qu'un maître gagne un peu plus de terrain sur l'autre. Mais ça n'est qu'une partie de l'histoire. Il y en a aussi qui mettent des bâtons dans les roues du 'cours normal des choses'. Et nous sommes toujours à la recherche de plus de bâtons. Qui prend



« Pourquoi doivent-ils habiter dans des tentes ?
Regardez tous ces bureaux vides autour de vous.

(Un habitant du quartier)

A L'OMBRE DES TOURS DE LA GARE DU NORD

Tout au long du mois d'août, ils ont logé là-bas, dans le parc Maximilien, entouré par les buildings qui cernent la gare du Nord, à Bruxelles. Un mélange animé de Roms qui avaient été chassés de France, de sans papiers ayant demandé l'asile tant de fois qu'ils n'ont plus aucune chance d'y accéder, et d'autres qui peuvent encore tenter le coup, mais qui ont été mis à la porte habituelle. Avec des barrières Nadar et des tentes, ils ont improvisé un abri. Avant l'été, nous avions vu des déplacements nomades de grands groupes de sans papiers qui déménageaient d'immeuble de bureaux vers les parcs, en passant par un hôtel abandonné, pourchassés par les flics. Et puis vint le silence. Moins de bruit, mais pas moins de misère pour autant. Les groupes se sont scindés pour trouver refuge dans des squats à travers la ville. De temps en temps, certains en étaient expulsés à grands coups de déploiement de flics, quand d'autres pouvaient rester un peu plus longtemps.

Dans le parc, une partie s'est à nouveau retrouvée, de partout et de toutes les communautés. Chaque jour, ils étaient un peu plus,

jusqu'à 150 au final. Ils ont pu compter sur l'aide de personnes habitant dans les HLM du quartier, qui leur amenaient à manger et de quoi se chauffer. À la rentrée, certains gamins du quartier ne voulaient même pas aller à l'école, tellement il leur semblait bien plus sensé de jouer avec tous ces nouveaux enfants au lieu de passer leur temps sur un banc. Et puis est venue une poignée d'organisations de 'bienfaisance' qui a cru que le moment était venu pour organiser une conférence de presse, pour tirer la soi-disant sonnette d'alarme devant les caméras. Le soir même, le bourgmestre de Bruxelles et le grand boss du Parti Socialiste, Freddy Thielemans, ont décidé d'intervenir. Finie la tolérance !

Selon la bonne vieille technique de diviser pour mieux régner, le groupe a été éclaté. D'un côté les 'bénéficiaires' qui pouvaient faire la file pour obtenir l'aide du gouvernement, et de l'autre ceux qui devaient être déportés au plus vite. Toute la journée, ils ont fait la queue, une famille après l'autre, pour un entretien avec Fedasil, juste à côté du parc. Certains sortaient d'un air soulagé, pensant

qu'ils avaient trouvé un hébergement. Mais les apparences sont trompeuses : Fedasil a envoyé une 50-aîne de personnes vers les soi-disant centres ouverts éparpillés travers tout le pays. Des asiles où ils reçoivent un matelas pendant un temps, où ils sont gavés de médicaments pour être plus dociles, où ça fait moins scandale d'enfermer les enfants, et d'où ils finissent tout de même par être amenés dans l'avion une fois leur dossier 'traité'. Tous isolés, loin des yeux des caméras, loin des yeux des possibles complices. Des centres ouverts, des camps tout pareils, de Fedasil ou de la Croix Rouge, qui peut à peine masquer son visage de collabo.

Une centaine de personnes a reçu de l'Office des Étrangers un ordre de quitter le territoire. Ça a duré deux jours sur le campus de l'ULB, avant qu'ils ne soient chassés pour repartir zoner dans la ville ou dans un hangar vide à Jette, où certains se trouvent toujours. En attendant une prochaine expulsion, pour tout recommencer à zéro.

DES NOMS ET DES ADRESSES

Si on regarde une prison ou un centre fermé, on voit des murs, des barbelés et des caméras. Derrière ces murs se trouve un directeur, quelques assistants sociaux, et une meute de matons qui rendent possible au quotidien l'enfermement des prisonniers. En général, les personnes concernées nient leur rôle, soutenus malheureusement par de nombreuses voix à l'extérieur. On nous sort alors une histoire du genre : « c'est le gouvernement qui décide dans ces lieux, le personnel pénitentiaire ne fait que son boulot. » Et ensuite vient l'histoire des politiciens : « nous, les pauvres, nous ne faisons que notre travail dans un système qu'on n'a pas créé. » Nous connaissons ces histoires depuis longtemps, où chacun s'efforce de rendre tout bien plus compliqué que ça ne l'est réellement. A la fin, on en arrive au point où plus personne n'est responsable de ces camps et, pire encore, on finit par penser que les responsables sont en définitive les prisonniers eux-mêmes. Eh bien, nous ne souhaitons pas participer à ce jeu. Et heureusement, dans la rue, beaucoup d'autres personnes s'efforcent

d'arracher les bandeaux qu'on a mis sur leurs yeux.

Bien sûr que les directeurs, les matons et les assistants sociaux sont responsables de la survie des prisons. Et bien sûr qu'ils partagent cette responsabilité avec chaque patapouf au gouvernement qui décide au quotidien de vies humaines ; tout comme chaque flic ou juge qui remplit les taules de ses propres mains.

Mais il y a quelque chose de plus. Les prisons et les centres fermés sont devenus de véritables entreprises. Une entreprise qui crée des emplois, qui conclue des affaires avec d'autres entreprises, qui se sert des prisonniers comme d'une main d'œuvre à bon marché. Une entreprise qui a besoin de l'économie, tout comme elle est elle-même nécessaire à l'économie. Beaucoup de gens, d'entreprises, d'institutions et d'argent y sont impliqués. La responsabilité du fonctionnement des prisons et des centres fermés est donc diffuse : derrière les façades, mais aussi beaucoup plus proche de nous. Il y a les ouvriers qui sont en train de les

construire, les entreprises qui s'y font du fric, les institutions qui contribuent à leur gestion. Ces responsables ont des noms et des adresses, se rencontrent à chaque coin de rue. En mettant des bâtons dans leurs roues, leurs responsabilités peuvent être mises à nu, elles deviennent beaucoup plus difficiles à cacher ou à retoucher. Un costume et même une combinaison bleue ne servent plus à les camoufler. Ce qui reste, ce sont les sales collaborateurs qu'ils sont.

Ces entreprises et ces institutions se trouvent partout, donnant à chacun et chacune d'entre nous la possibilité d'attaquer ce qui rend possible les prisons et les centres fermés.

En suivant le lien internet ci-dessous, vous pouvez retrouver des informations pratiques sur une partie des personnes, des institutions et des entreprises qui collaborent à la gestion des prisons et des centres fermés en Belgique.

blacklistprison.blogspot.com

ÇA VA MAL TOURNER...



Les négociations entre les partis politiques en vue de former un nouveau gouvernement traînent depuis des mois. Même s'ils font tous, sans distinction, partie d'un même décor, et même s'ils sont tous des *partners in politics*, ils n'arrivent pas à se mettre d'accord sur certaines questions. Pourtant, il y a bien une chose qu'ils n'ont plus besoin de discuter ni de négocier, une chose qui ne nécessite plus aucun spectacle : les mesures d'austérité.

A Bruxelles, le taux de chômage officiel atteint aujourd'hui le pic historique de plus de 12 % de la population active. Sans compter les dizaines de milliers de sans-papiers qui, n'existant « légalement » pas, n'apparaissent clairement pas dans ces chiffres. Mais il est vrai que les statistiques ont toujours servi à prouver tout et son contraire.

N'étant pas sociologues, nous préférons partir de notre vécu quotidien et de nos propres idées : pour beaucoup d'entre nous, qu'on ait un travail régulier ou qu'on bosse au noir, qu'on dépende de la sécurité sociale ou de la soi-disant économie informelle, il devient toujours plus difficile de joindre les deux bouts. Bosser cinq jours par semaines ne suffit presque plus à payer le loyer. Les allocations chômage ne permettent plus de payer le matériel scolaire. Tandis que les prix montent et que toujours moins de personnes disposent d'un revenu suffisant pour s'en sortir, la concurrence lamine tous ceux qui ne peuvent plus suivre la course. Il nous faut mendier pour trouver un autre boulot au noir (en moyenne 5 euros de l'heure), et jouer des coudes pour repousser d'autres candidats. C'est ça la gueule de la réalité sociale à Bruxelles, et dans bien d'autres villes.

Et voilà que les politiciens vont faire passer de nouvelles mesures d'austérité. Réduire les allocations, assouplir et flexibiliser les conventions collectives de travail, augmenter les taxes,... Si beaucoup de gens le sentent déjà sur leur propre peau, la chasse aux boucs émissaires a également déjà commencé. Les « sans-papiers » qui piqueraient le boulot, les « profiteurs » qui devraient accepter n'importe quel travail, les « autres » qui nous

embrouillent. Le pouvoir nous réserve un appauvrissement généralisé sous couvert d'un « chacun doit faire des efforts pour que le pays continue de fonctionner », espérant que nous ne dirigerons pas notre rage contre lui, mais contre ceux qui sont dans la même galère que nous.

Pour occuper tous ceux qui ne voudraient peut-être plus participer au jeu et chercheraient à s'opposer à ce *jeté par-dessus bord* planifié de tout un tas de pauvres, les syndicats préparent déjà leur kit de protestations paralysantes. Aller manifester une fois à Bruxelles et rentrer ensuite gentiment à la maison ; surtout pas de grèves sauvages ni de blocages de l'activité économique. Pour eux, il faudrait certes peut-être résister, mais sans dépasser le cadre de la concertation sociale, et ni en paroles, ni en pratique. Les syndicats veulent arriver le plus rapidement à un accord avec le patronat pour se dédier ensuite à leur vraie vocation : calmer la base pour que personne ne sorte du rang. Et si les syndicats ou les partis politiques ne réussissent pas à calmer ou à canaliser la rage, il restera encore toute la panoplie d'institutions et d'ordres religieux pour tenter de transformer la rage en prière à Dieu ou à Allah ; ou en une espèce de guerre divine et haineuse contre tous les autres.

Espérer de l'aide d'« en haut » tout en râlant un peu signifie creuser notre propre tombe. Laisser notre rage se faire canaliser et instrumentaliser par la politique ou les institutions signifie nous lier les mains d'avance. Dépérir dans un noir cynisme en affirmant que rien ne changera jamais, revient à se couper directement la main. La seule manière différente, c'est de mener une lutte directe, sans médiation quelconque. Une lutte qui doit viser le système économique *en tant que tel*, en commençant par refuser un de ses fondements : la concurrence et la toute puissance de l'argent. Ce refus, c'est la base de toute solidarité humaine.

La question n'est pas de descendre par milliers dans la rue. La question n'est pas de construire de grandes organisations pour s'opposer au pouvoir. Un premier pas possible est simplement de partir de nos propres vies. Partout, il y a des gens qui ne se courbent plus, ou qui réagissent en enragés contre une énième atteinte à leur vie. Pourtant, beaucoup pensent qu'il n'y a aucun lien entre par exemple les émeutes récurrentes dans les quartiers bruxellois, les mutineries dans les prisons, et la lutte contre les centres fermés pour illégaux. Évidemment, je ne prétends pas que nous sommes tous en train de mener une *même* lutte qui serait mystérieusement liée à travers toutes ces révoltes. Non, mais ce que je veux dire, c'est qu'il y a plein d'étincelles qui devraient nous donner du courage, d'étincelles qui nous invitent à réfléchir sur ce que nous voulons, qui nous suggèrent qu'il y en a d'autres qui préfèrent se battre la tête haute plutôt que de se courber encore d'avantage. Peut-être devrait-on même commencer par là : à la recherche de chemins pour en finir avec ce monde qui exploite, enferme, humilie et opprime.

Révoltes à Merksplas // Dans la prison, environ septante prisonniers refusent de réintégrer les cellules. Ils commencent à gueuler contre les matons et à arracher des pierres. Ils mettent le feu à une table de ping-pong et détruisent des vitres. Le prétexte de cette révolte aurait été l'absence de sanitaires dans les cellules, ce qui oblige les prisonniers à faire leurs besoins dans des seaux. Au final, la police envahit la prison pour mater la révolte. Ensuite, les forces de l'ordre doivent se dépêcher d'intervenir aussi dans le centre fermé d'en face, car là aussi a éclaté une émeute. Le syndicat de matons parle d'une tentative d'évasion collective, tandis que la direction prétend qu'il s'agit de quelques détenus qui se sont révoltés. Un avocat des sans-papiers enfermés là-bas prétend que la direction a fait appel à la police pour briser une grève de la faim. Mais deux choses sont sûres et certaines : au cours de cette période, deux personnes se sont évadées du centre (et sont toujours dans la nature), et en septembre, la police a dû intervenir quatre fois dans le même centre pour réprimer des troubles. Le lendemain de la révolte, les matons ont entamé une grève de 24h pour protester « contre l'insécurité ». En même temps, la police a effectué un *sweeping* (une grosse perquisition) dans toutes les cellules et dortoirs.

Ce tract a été distribué devant les écoles de Louvain et caché dans les bancs, dans les réfectoires,... L'année derrière, un appel avait déjà été lancé depuis Louvain pour une grève des écoliers, appel qui avait alors rencontré un certain succès, et été vilipendé par toutes sortes de directions.

PAPIER-CAHIER, CAHIERS, STYLOS ET UN JERRYCAN D'ESSENCE

Après deux mois d'amusement, ça y est de nouveau. Depuis début d'août, ils te le jettent à la gueule.

Le premier septembre, c'est pour certains la première fois, et pour d'autres la énième. Le premier septembre, c'est le signal de départ du train-train quotidien.

Apprendre, c'est certainement chouette quand tu le fais ensemble avec tes amis. Mais est-ce que ça a sa place dans une espèce de camp d'enfermement où, contre ta volonté, tu comptes les jours ? Est-ce que l'enseignement est un choix libre ? Est-ce qu'à l'école, tu apprends des choses avec lesquelles tu pourras faire quelque chose après ? Ou est-ce que c'est une préparation au train-train qui reviendra encore toute ta vie durant ?

L'école semble être une version miniature de notre société. Ce que tu apprends à l'école, tu en aurais besoin pour être libre et faire le travail que tu aimes faire ? Etre libre, mais quand même devoir bosser dur toute ta vie ? Pour quoi faire ? Pour pouvoir dépenser ton salaire le week-end et ensuite retourner au travail ?

A l'école, ils nous apprennent tous la même chose : écouter, se taire et rester dans le rang. Il semble qu'il ne s'agit plus de connaissances générales, mais surtout d'apprendre la discipline. Une discipline qui nous aiderait plus tard à ne pas faire de faux pas, à aller bosser docilement, à acheter, acheter, acheter et, vers 65 ans, se traîner lentement vers la mort avec un prix de consolation géré par l'Etat.

Qu'est-ce que tu disais ? Fatigué de l'école ? Des élèves frustrés ?

Peut-être faudrait-il regarder une fois l'ensemble, et ne pas croire qu'il s'agit seulement de l'école. Oui, c'est là que ça commence, mais est-ce qu'on devrait tout laisser finir là ?

Dans chaque numéro de Hors Service, nous reprenons une poignée d'une multitude d'actes de rébellion et de révolte. En général, l'Etat, ses médias et ses journalistes préfèrent ne pas trop ébruiter ces événements ou, plus encore, les déformer, les fausser et les mutiler pour que personne ne puisse s'y reconnaître. L'Etat ne veut inspirer personne dans de *mauvaises intentions* – mais nous si, et voilà la raison de ces colonnes.

Evasion • Un prisonnier se fait la belle de la prison semi-ouverte de Marneffe. Pendant la visite, il grimpe à travers une fenêtre du couloir et parvient ainsi à une voiture qui l'attend. Voilà ce qu'on appelle une « belle coopération ».

Les matons se lamentent • Les gardiens du centre fermé de Vottem ont fait deux heures de grève. Ils se plaignent du fait que ces trois dernières semaines, les agressions des prisonniers contre le personnel pénitentiaire ne cessent d'augmenter.

Solidarité dans la taule de Louvain • Vers minuit, une révolte éclate à la prison centrale de Louvain lorsque les matons essayent de mettre quelqu'un au cachot. Ils font appel aux flics pour les mater. La révolte se termine avec un blessé de chaque côté.

Prise d'otage de la directrice • A Lantin, un prisonnier essaye de s'évader en prenant en otage la directrice. Ce même homme s'était déjà évadé il y a un an du Palais de Justice de Bruxelles avec l'aide de copains qui, les armes à la main, avaient investi la salle d'audience.

Des bâtons dans les roues • Un chef d'entreprise d'une carrière de schiste située à Ottré se plaint de nombreuses attaques incendiaires contre ses engins de chantier. L'entreprise a déjà déposé 23 plaintes pour dégradations et incendies volontaires.

Finalement un radar qui doit payer • A Louvain, un homme boute le feu à un radar qui l'avait flashé plus tôt dans la journée. L'homme a été arrêté et a déclaré qu'il n'avait pas assez d'argent pour payer l'amende.

MONDE DE MERDE



Je suis assise dans un parc, je prends un peu de repos par rapport au chaos autour de moi.

“T’as une clope pour moi ?” me demande-t-elle. Je lui passe.

Peu de temps après, j’entends hurler un gars. “Toi, sale pute, fumer pendant le ramadan !”. Puis surgit un cri. Je file vers là, et je vois comment deux mecs donnent des coups de pieds à cette même fille. La scène est irréaliste. Et ce n’est pourtant pas une exception. Trois autres gars arrivent en courant et poussent les deux autres. Je hurle contre les deux mecs, et j’ai également droit à une volée d’insultes.

Puis vient une prétendue explication. “Il ne s’agit pas de la clope, elle m’a insulté.” Elle avait simplement dit aux gars qu’ils feraient mieux de l’insulter en face, s’ils l’osaient. Elle n’avait pas sa langue dans sa poche. Elle a dû le payer. Répondre, ne pas se soumettre et se défendre, ça ne se fait apparemment pas.

On reste là, deux mecs et deux filles. Elle est toute bouleversée, mais en même temps très en colère. On reste à causer un peu. Etait-ce du pur machisme ou la camisole sociale de la religion ? Un mélange nauséabond des deux, probablement.

Ça me fait du bien de sentir sa force, et notre détermination à se battre. Combien ça peut être difficile parfois.

OFFRE D'EMPLOI DE JOURNALISTE

Vous avez obtenu votre diplôme en journalisme. A l'université ou dans une Haute Ecole, vous avez appris à regarder la réalité sociale à travers des livres des sociologues, des mémoires d'hommes d'Etat et des manuels rhétoriques sur la manipulation. Vous avez déchiffré le principe de la démocratie : tandis que le pouvoir est apparemment entre les mains du peuple souverain, c'est l'argent et la politique qui gouvernent. Vous vous engagez donc à renforcer et développer cette imposture dans chaque article que vous rédigez.

Vous avez appris à attirer les gens que vous interviewez dans un piège. Vous débitez platitude sur platitude, et cherchez toujours à diviser les gens et à les monter les uns contre les autres ; vous êtes le dirigeant de la cacophonie des opinions ; le maître d'œuvre des sentiers battus.

Vous honorez le principe de la neutralité ; vous ne choisissez pas votre camp. A l'intérieur de cette neutralité, vous réduisez toutes les idées et toutes les questions à de simples opinions, sans poids ni engagement. Au pire, vous savez vous servir d'une forme un peu plus de gauche ou de droite, mais vous abjurez toute idée propre, toute analyse personnelle et transcrivez simplement l'existant, c'est-à-dire que vous n'êtes qu'un scribe du pouvoir.

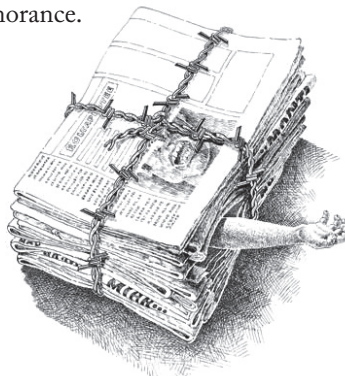
Vous savez décrire un conflit social de telle manière que personne n'y entende plus rien. Vous savez comment faire pour que personne ne se reconnaisse dans des révoltes. Vous savez qu'il vaut mieux présenter les prisonniers révoltés comme des bêtes, les jeunes émeutiers comme des barbares, les sans-papiers comme des profiteurs, les anarchistes qui s'attaquent au capital et à l'Etat comme des terroristes sanguinaires capables de poser une bombe n'importe où, n'importe quand. Vous maîtrisez la tactique de la *division* et de la *séparation*.

Vous savez aussi que faire silence peut être une tactique intéressante, matière en laquelle votre amie la police vous a certainement déjà instruits. Vous savez qu'il vaut parfois mieux ne rien dire du tout d'une révolte dans un centre fermé pour illégaux. Habiles comme

vous êtes, vous anticipez le fait que beaucoup de gens pensent que quand quelque chose n'apparaît pas dans les médias, cela n'existe pas. Vous séduisez les mouvements sociaux et les invitez à se prostituer en leur accordant cinq lignes gracieuses dans votre journal.

Vous maîtrisez la technique du scandale et savez exploiter la misère des gens pour faire résonner la voix du pouvoir. Comme tout charognard mesquin, vous tournoyez autour de la misère des autres. Vous connaissez la puissance des mots et vous êtes grands maîtres dans la déformation, la manipulation, la falsification et la ridiculisation de toute lutte sociale. Vous n'oubliez jamais qui sont vos alliés, et vous êtes toujours prêt à donner un coup de main à la police et aux services de renseignements. Vous savez que selon les exigences de la situation, vous pouvez vous présenter comme « journaliste critique » en dénonçant de petits scandales, pour mieux cacher le grand scandale de ce monde mortifère.

Enfin, vous excellez dans votre stupidité. Vous embrouillez tout, vous confondez noms, endroits et idées, vous manquez de toute connaissance réelle à propos des sujets sur lesquels vous écrivez. Vous la jouez parfois compliqué et complexe pour que vos lecteurs se sentent idiots. Quand vous donnez la parole à toutes sortes de spécialistes et de professeurs, vous savez que personne n'y comprendra rien, et vous pourrez alors présenter votre propre stupidité comme la réponse du commun des mortels. Vous ne prouvez pas seulement que vous avez fait de votre stupidité votre plus grande vertu, mais vous aidez surtout à garder tout le monde dans l'ignorance.



Grèves • Dans une entreprise de métal à Chaudfontaine, des grèves sauvages éclatent à deux reprises. La première était la conséquence pratique d'un mécontentement général parmi les ouvriers. La deuxième était un mouvement de solidarité avec un ouvrier qui avait été viré après que la direction l'ait tenu responsable d'un petit incendie au sein de l'usine. A Lasne, dans une entreprise de carreaux, une grève éclate parce que le patron n'a plus payé les salaires depuis juin, et n'a pas l'intention de le faire. Des grévistes crèvent les pneus de sa voiture.

Le 1er septembre, on serait fâché à moins • Dans la Haute Ecole du Commerce de Hasselt, un engin incendiaire est jeté dans le secrétariat de la direction. Un dimanche après-midi, l'école communale de Heverlee est prise pour cible : des fenêtres cassées, des biscuits dérobés de la cuisine, et les auteur(s) qui se servent de la peinture pour colorer les murs et du matériel scolaire. Dans une école à Tournai, quelques heures à peine avant le début de la nouvelle année scolaire, les vitres sont cassées et l'alimentation électrique est sabotée. Cette même nuit, une école à Keerbergen est également prise pour cible.

Guet-apens • A Molenbeek, une patrouille de police est tombée dans une embuscade. Attirée par un coup de fil anonyme, un groupe de personnes attendaient les flics et les ont pris à partie avec des bouteilles, des pierres et des cocktails Molotov. Les flics bruxellois dénoncent « le manque de respect total pour l'uniforme » et le fait « que c'est devenu un réflexe de se rebeller, de s'évader, d'insulter ou de se battre lorsque les gens sont confrontés avec du bleu dans la rue. »

La police a chaud • Un cocktail Molotov est jeté sur une voiture de police garée devant un commissariat à Gand.

Les transports en commun perturbés • A Anderlecht, un tas de papier en feu dans un tunnel cause un arrêt de la circulation des métros. On rappelle aussi que la STIB, à travers ses contrôles de tickets et d'identité, collabore aux rafles de sans-papiers.

Souvent les mots n'ont pas la même signification pour tout le monde, et certainement pas quand ces mots réfèrent à des idées et des visions sous-jacentes. En tant qu'ennemis de toute autorité, il ne nous n'intéresse pas de donner une signification univoque à chaque mot, construisant ainsi un catéchisme normatif. Néanmoins, nous nous servons souvent de certains *concepts* pour exprimer nos idées. Dans cette rubrique nous clarifierons chaque numéro quelques *concepts* ; ou plutôt, nous les éluciderons à l'aide de *nos* idées, ces idées que nous nommons *anarchistes*.



PARCE QUE C'EST MOI QUI LE DIS!

Qu'est-ce que l'autorité ? C'est un peu difficile de répondre en quelques mots, tout simplement parce qu'il y aurait beaucoup à en dire. Ce texte n'est donc rien de plus qu'une ébauche pour tenter d'y réfléchir, parce que pour nous, anarchistes qui combattons ce monde rempli d'oppressions, l'autorité est justement un de ces ingrédients nécessaires à l'oppression. Mais laisse-moi commencer par expliquer ce que j'entends par *autorité*, et après on verra.

Tout d'abord, l'autorité n'est pas quelque chose qui existe en soi. Elle ne peut exister que dans un rapport, un rapport hiérarchique dans lequel l'un se trouve au-dessus de l'autre. Lorsque quelqu'un détermine les pensées, les actes et/ou les sentiments des autres. Des pensées sur comment on devrait être, et sur ce qu'on doit penser pour être approuvé ; des directives sur les actes qui sont permis ou pas ; la manipulation de sentiments comme la peur. La société dans laquelle on vit est construite sur ces rapports hiérarchiques. Il s'agit de rapports où chacun remplit un certain rôle social, comme par exemple celui de professeur et d'élève. L'autorité est alors le pouvoir que quelqu'un obtient à travers son rôle social. C'est *parce que* le contrôleur a le rôle de contrôleur et en porte l'uniforme, qu'on *doit* lui obéir.

Le conflit qui peut surgir lors d'un contrôle ne prend pas le trait d'un simple litige entre deux individus, mais porte la marque d'un conflit entre quelqu'un porteur d'un certain rôle social qui exerce son autorité, avec un autre qui subit cette autorité. Ce qui ne revient pas non plus à dire que le contrôleur n'est pas responsable de ce qu'il fait. Lorsqu'il exerce sa fonction de contrôleur et se charge du rôle social de contrôleur, il ne peut pas simplement dire : « *Je ne fais que mon boulot* ». Il n'effectue pas simplement un contrôle, il *est* le contrôleur. Il n'exerce pas simplement une fonction, il *est* la fonction. Un flic ne peut pas dire qu'il exerce simplement son métier quand il nous arrête. Il ne peut pas user et abuser de l'autorité qui est liée à sa fonction pour ensuite nous dire qu'il n'a rien à voir là-dedans.

L'autorité existe d'un côté sans trop de remous, parce qu'on est préparé depuis tout petit à accepter que quelqu'un soit au-dessus de nous, parce que tout le système dans lequel nous vivons est basé sur la hiérarchie et l'autorité. D'un autre côté, elle s'affirme aussi avec toutes sortes de moyens lorsque quelqu'un ose désobéir : le chantage, la violence physique, la guerre psychologique, la punition, la pression émotionnelle, ... On ne peut donc pas simplement dire qu'il suffirait d'être « désobéissant » et qu'alors tout serait résolu, que le pouvoir disparaîtra et que nous serons tous libres. Si nous voulons une autre vie, si nous voulons être libres, il faut se battre.

Si on pense à l'autorité, on pense peut-être en premier lieu à l'Etat qui fait les lois, à la police qui est à leur service, aux matons qui nous enferment lorsqu'on est condamné par un juge. À l'huissier qui nous traque et pénètre dans notre maison. Au professeur qui nous oblige à nous taire et à ne pas bouger. À l'ONEM qui nous met sur la sellette. Au gardien de stationnement qui distribue avidement des amendes, etc. Il existe toute une série de métiers qui visent à obliger les gens à s'adapter et à accepter le système. Mais l'autorité et les rôles sociaux ne sont pas uniquement liés aux métiers. Ils se manifestent aussi plus près de chez soi. Par exemple en famille, où il y a le rôle de père, mère, grand frère, grande sœur, petit frère, petite sœur, où ce rôle détermine comment il faut se comporter, qui on doit écouter, etc. Mais aussi par exemple dans une relation amoureuse ou amicale, lorsqu'une pression est exercée et des ordres sont donnés au nom de l'amour. Si nous laissons contaminer nos relations avec ceux qu'on aime par les mécanismes pourris de ce monde d'autorité, est-ce que cela ne signifie pas qu'il est grand temps pour tout changer ? Si l'autorité paternelle se maintient en frappant systématiquement les enfants, si des « amitiés » re-

↘ posent sur l'humiliation, si on enferme son partenaire, qu'est-ce que nous sommes donc en train de foutre ?

Il est donc grand temps pour quelque chose d'autre, quelque chose qu'on ne connaît pas encore parce que ça dépasse tout ce qui fait tourner ce monde, quelque chose que nous pouvons quand-même entrevoir en un éclair, comme par exemple quand des élèves conspirent pour faire grève ou quand des prisonniers attaquent leurs gardiens.

Beaucoup disent que les gens suivront toujours un chef, qu'il leur faut un chef, ou que nous ne pourrions pas vivre ensemble sans hiérarchie. Que tout le monde s'éclaterait la tête s'il n'y avait pas de loi et d'ordre. Mais n'est-ce pas déjà le cas aujourd'hui autour de nous, où on s'écrase les uns les autres ? N'est-ce pas aujourd'hui que des guerres sont en cours et que des masses de gens sont enfermés et annihilés ? L'idée que nous avons tous besoin d'autorité est une pensée qui vient du pouvoir lui-même. Il n'y a que les puissants qui tirent profit d'une telle pensée. L'autorité et la servilité ne sont pas liées à la nature humaine, comme beaucoup le croient. Il n'existe pas de chefs-nés ni de disciples naturels. L'autorité et la servilité sont des comportements stimulés quotidiennement. L'autorité n'est pas un trait de caractère, c'est une ligne de pensée, une croyance dans la supériorité de l'un sur l'autre, la croyance qu'il est *normal* et *justifié* de commander d'autres individus. Tous les exemples de gens qui s'insurgent, ou de gens qui refusent l'autorité qui leur est imposée, montrent que l'autorité et l'obéissance ne sont pas des choses figées pour toujours.

Les anarchistes détestent cette manière de vivre ensemble basée sur la hiérarchie et l'autorité, sur l'exercice de rôles. Cette manière de vivre ensemble étouffe le développement de l'individu, le libre développement qui stimule la sincérité, qui rend superflu les mensonges, le chantage et les sales petits jeux. Le libre développement qui est la garantie indispensable pour avoir des rapports dans lesquels on peut être soi-même, et laisser les autres être eux-mêmes. Des rapports dans lesquels ne surgit aucun besoin d'humilier, d'opprimer, d'exploiter l'autre. Où les conflits inévitables se déroulent entre individus, et pas entre rôles. Luttons pour un monde sans rôles sociaux, sans la coercition ni l'autorité qui vont avec, pour un monde qui sera le nôtre.

« Pour faire passer la révolution, comme un fer rouge, à travers ce siècle, une seule chose est à faire :
DÉMOLIR L'AUTORITÉ

Cette proposition n'a pas besoin d'être démontrée. Que chacun s'interroge et qu'il dise si c'est de gré ou de force qu'il supporte qu'un autre se proclame son maître et agisse comme tel.

Qu'il dise s'il ne croit pas valoir autant que tout autre.

Qu'il dise s'il est d'humeur à entretenir toujours des papes, des empereurs, des médecins, des instituteurs, des juges, des journalistes, des tribuns, des directeurs, des dictateurs.

Qu'il dise s'il ne compte pas être délivré bientôt de tout cela.

Qu'il dise s'il ne comprend pas mieux ses intérêts que tout autre, et si c'est volontiers qu'il les remet à des mains étrangères.

Ernest Coeurderoy, Jours d'exil (1849-1851)



Les bagnoles crament • Ces dernières semaines, beaucoup de voitures, surtout des voitures de luxe et des voitures neuves, sont parties en fumée. A Gand, un incendie criminel vise le parking d'un concessionnaire Peugeot, à Mons une voiture de luxe est brûlée tandis qu'à Anvers, c'est une Mercedes et une camionnette qui sont cramées. Dans un dépôt à Tournai, 24 voitures saisies par la justice sont réduites en cendres. A Charleroi, 200 pneus sont incendiés sur le terrain d'un concessionnaire. A Hazeldonk, un camion est livré aux flammes, le même sort est réservé à un camion transportant sept voitures neuves. Plus tard encore, deux transports de véhicules neufs (à Rekkem et à Marke) sont incendiés.

La STIB perturbée • A Anderlecht, un tas de papier en feu dans un tunnel cause un arrêt de la circulation des métros. La STIB, à travers ses contrôles de tickets et d'identité, collabore aux rafles de sans-papiers.

Banque incendiée • A Laeken, le feu a été bouté dans l'espace « selfbanking » d'une agence bancaire ING. Le Parquet parle d'importants dégâts dans tout le bâtiment.

Un tag sur le Palais de Justice • A Bruxelles, un tag géant « Faut niker het systeem » est peint sur le Palais de Justice.

Des cages de visons ouverts • Dans une pépinière de visons à Otenhulle, des inconnus s'introduisent dans le bâtiment et ouvrent 300 cages, relâchant ainsi les visons. Les visons sont élevés pour utiliser leur fourrure dans des vêtements.

Incendie criminel sur un domaine militaire • Sur le domaine militaire de Brustem, à Saint-Trond, la camionnette de Marc Tuts, co-directeur de l'Aéroport Régional de Limburg (LRA) est incendiée. Un peu plus loin, une pelleuse est également livrée aux flammes.

Eh oui • Lors de différentes interventions dans le quartier des Bressoux-Droixhe à Liège, les flics sont caillassés. Les flics font appel à des renforts pour mater ces insubordinations. La même nuit, le commissariat de police est attaqué : la plupart de ses vitres sont cassées.



LE PROPOS DE LA SEMAINE

A Louvain comme à Bruxelles, des inconnus ont peint des slogans contre les centres fermés, respectivement sur un chantier et sur le siège principal de Besix, une des entreprises qui construit le nouveau centre fermé à Steenokkerzeel.

Un chef de chantier de Besix a tenu alors ces propos remarquables: « Nous nous distancions de ce slogan. En plus, notre chantier [à Louvain] n'a rien à voir avec notre chantier du centre fermé à Steenokkerzeel. Besix ne fait pas de politique. »

Pardonnez nos facultés intellectuelles limitées, mais quand des gens vont peindre des slogans contre une entreprise qui se fait du fric sur l'enfermement des illégaux, ce n'est pas vraiment à cette entreprise de s'en « distancier ». Quand on ouvre le feu sur vous à cause de vos pratiques infâmes, vous ne pouvez pas « prendre vos distances » par rapport aux balles, simplement parce que ces balles ne proviennent pas du canon de votre arme.

Vous pouvez bien sûr, comme l'a fait notre brave chef de chantier, essayer de vous baisser pour éviter ces balles. Mais *la manière dont* vous le faites, est aussi importante. Il nous semble que le lien entre un chantier de Besix et le chantier de Besix à Steenokkerzeel, eh oui, vous le devinez déjà, est... Besix. Ainsi, il est complètement absurde de dire que *notre* chantier n'a rien à voir avec *notre* autre chantier.

Enfin, le chef de chantier a tenté un dernier saut désespéré pour éviter le feu nourri : *Besix ne fait pas de politique*. Cette histoire, on l'a déjà entendue, comme avec cet entrepreneur pathétique de Michiels

NV (une autre entreprise qui collabore à la construction du nouveau centre fermé), là-bas à Heist-op-den-Berg, et qui se plaignait après une série de slogans aux environs de son entreprise : « je dois quand-même pouvoir gagner mon pain. » Mais il s'agit de bien plus que de « gagner son pain » ; il s'agit de la construction d'une prison. Et ça, c'est un *choix politique*, aussi bien pour les grandes entreprises que pour chaque ouvrier ou individu qui participe à l'édification d'un lieu aussi infâme.

Vous êtes en fait un grand lâche, monsieur le chef de chantier. L'entreprise que vous servez vaut des milliards d'euros, et vous commencez déjà à pleurer quand la moindre parole critique est prononcée. Le rôle de victime que vous essayez d'endosser ne vous va pas très bien, car si tant est que l'on puisse parler de « victimes », cela serait plutôt à propos de ces milliers de sans-papiers qui sont enfermés dans les camps que *vous* construisez de vos propres mains, et d'où ils sont déportés parce qu'ils ne disposent pas du bon bout de papier. Et enfin, n'oubliez pas que nombreux sont ceux dont le cœur s'embrase de joie quand vos chantiers sont incendiés, et que les seuls qui verseront peut-être une larme sur votre souffrance seront vos amis politiques et vos collègues capitalistes.

agenda

• Mardi 28 septembre à 17h

Apéritif contre toutes les frontières

Une occasion parmi d'autres de discuter du combat contre les centres fermés. Le film « Points de fissure » qui aborde plus spécifiquement la lutte contre la construction du nouveau centre fermé sera projeté au cours de la soirée. Les bénéfices de cette soirée iront intégralement à la lutte (impression de tracts, d'affiches, etc.)

Acrata, 32 Rue de la Grande Île, Bruxelles

• Mercredi 29 septembre à 19h

Discussion autour des luttes contre les centres fermés ici et ailleurs

Depuis un certains temps, partout en Europe tandis que des révoltes éclatent à l'intérieur des centres fermés, à l'extérieur des luttes contre ces camps de déportation continuent de chercher à se frayer un chemin. Néanmoins les perspectives de ces luttes ne se dessinent pas toujours clairement. Comment relier un combat qui a un point de départ spécifique, avec la conflictualité sociale et contaminer celle-ci avec des idées, des méthodes et des perspectives libératrices ? Nous invitons tous les compagnons et toutes les compagnonnes d'ici et d'ailleurs à partager leurs expériences lors de cette discussion pour essayer d'esquisser des perspectives théoriques et pratiques aussi bien sur le court que le long terme.

Acrata, 32 Rue de la Grande Île, Bruxelles

• Mardi 5 & 19 octobre à 19h

Assemblée de lutte contre les centres fermés

(tous les premiers et troisièmes mardis du mois, à 19h)

Gésu occupé, 2 rue Traversière, Bruxelles, (Métro Botanique)

• Permanences **Acrata** - bibliothèque anarchiste

!!! Permanences exceptionnelles du lundi 27/09 au vendredi 1/10; chaque jour de 12h à 14h
Chaque mardi de 16h à 19h
Chaque jeudi de 17h à 21h
Chaque samedi de 14h à 18h

32, Rue de la Grande Île, 1000 Bruxelles

* voor de nederlandstalige versie:
krantbuitendienst.blogspot.com

colofon

Hors Service est un journal anarchiste paraissant environ toutes les trois semaines. Le journal est distribué gratuitement en néerlandais et en français.

Contact

hors.service@hotmail.com
http://journalhorservice.blogspot.com

Abonnement de soutien

Vous pouvez prendre un abonnement de soutien en versant mensuellement une contribution de 5 euro (ou plus...) sur notre compte 063-4974489-73 (IBAN BE 27 0634 9744 8973). Mentionnez clairement votre adresse et nous vous enverrons chaque nouveau numéro.

Distribution

Si vous voulez distribuer Hors Service (dans la rue, dans des bars, dans des asbl...), contactez nous. Vous pouvez venir chercher un paquet dans un point de distribution (la liste se trouve sur notre site) ou nous pouvons vous envoyer directement un colis.